

Bulletin d'histoire politique

Amélie Bourbeau, *Techniciens de l'organisation sociale. La réorganisation de l'assistance catholique à Montréal (1930-1974)*, Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press, 2015, 295 p.

Julien Prud'homme



Volume 24, Number 3, Spring 2016

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1036742ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1036742ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Association québécoise d'histoire politique
VLB éditeur

ISSN

1201-0421 (print)

1929-7653 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Prud'homme, J. (2016). Review of [Amélie Bourbeau, *Techniciens de l'organisation sociale. La réorganisation de l'assistance catholique à Montréal (1930-1974)*, Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press, 2015, 295 p.] *Bulletin d'histoire politique*, 24(3), 219–222. <https://doi.org/10.7202/1036742ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique et VLB Éditeur, 2016

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

Érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>

Amélie Bourbeau, *Techniciens de l'organisation sociale. La réorganisation de l'assistance catholique à Montréal (1930-1974)*, Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press, 2015, 295 p.

JULIEN PRUD'HOMME

Professeur associé

Centre interuniversitaire de recherche sur la science et la technologie (CIRST), Université du Québec à Montréal

L'ouvrage d'Amélie Bourbeau, tiré d'une thèse primée en 2010, raconte l'ambitieux effort de rationalisation qui transfigure le monde de la charité à Montréal au milieu du XX^e siècle. Le propos du livre est important : après 1930, des hommes d'affaires pilotent la bureaucratisation et la professionnalisation des organismes de charité, selon un modèle entrepreneurial inspiré de la grande entreprise, « sous l'œil de l'Église et de l'État, mais sans dépendre de l'un ou de l'autre » (p. 4). Ce modèle de charité à la fois moderne et privée s'impose assez vite, puis connaît une obsolescence accélérée durant la Révolution tranquille, avant de s'effacer devant la seconde rationalisation qu'est l'étatisation de l'aide sociale dans les années 1970.

Pour éclairer cette mutation complexe, Bourbeau nous en présente le principal véhicule : de puissantes « fédérations », créées pour centraliser le financement et la gouverne de la myriade d'œuvres charitables qui se partagent la misère urbaine. Montréal étant ce qu'elle est, ces fédérations respectent les lignes de démarcation ethno-religieuses : une juive, une anglo-protestante... Bourbeau, elle, nous raconte l'histoire comparée des fédérations franco-catholique et anglo-catholique, révélant les rouages de la rationalisation, mais aussi les destins variables de chaque fédération. Son propos se divise en cinq chapitres, souvent vivants et toujours très lisibles.

Le premier chapitre raconte l'émergence des fédérations. Avant même la Grande Dépression, alors que les cahots de l'économie post-1914 appliquent « une pression énorme sur les institutions de charité » (p. 15), les

villes nord-américaines voient des hommes d'affaires saisir le flambeau, bon gré mal gré, des mains de bénévoles qu'on juge débordés et désorganisés. La tendance est au regroupement des œuvres autour d'organismes centraux, chargés de la collecte de fonds et de la tenue d'un fichier central. À Montréal, les premiers à franchir le pas sont les Juifs (1917) et les anglo-protestants (1920), mais les catholiques tirent de l'arrière. Côté anglo-catholique, le projet rencontre des résistances, contournées après l'intervention d'influents figures canadiennes-anglaises du travail social qui favorisent la création de la Federation of Catholic Charities (FCC) en 1930. Côté francophone, l'effort est ralenti par les réticences de la Saint-Vincent-de-Paul et par des ennuis de gestion, jusqu'à l'initiative d'un groupe d'hommes d'affaires qui, avec le soutien de l'évêché, fonde en 1932 la Fédération des Œuvres de charité canadiennes-françaises (FOCCF) pour unifier et améliorer les campagnes de financement, connaissant sur ce front de rapides succès. Par-delà la collecte de fonds, la FOCCF crée aussi des entités, comme le Conseil des Œuvres et le Bureau d'assistance sociale aux familles, chargées de conseiller et de resserrer la coordination entre des œuvres de charité nombreuses et disparates.

Le chapitre 2 montre comment les jeunes fédérations, dirigées par le gratin économique de leurs communautés respectives, entreprennent de bureaucratiser la charité, dépersonnalisant les fonctions, distribuant les tâches dans de vastes organigrammes, et s'appuyant sur des salariés qui gagnent en influence. En fait, ces salariés – directeurs généraux, comptables, travailleurs sociaux – deviennent peu à peu les principaux artisans d'une organisation qui se complexifie et prend de l'ampleur. Les campagnes annuelles de financement, en effet, exigent l'encadrement serré de centaines de bénévoles, en plus d'un marketing bien pensé qui s'étend sur toute l'année. Quant aux œuvres auxquelles on distribue l'argent, les fédérations exigent désormais qu'elles rendent des comptes et respectent des normes, une supervision qui exige elle aussi une expertise, parfois pointue. Ce mélange de professionnalisation et de bureaucratisation de la charité est sujet aux contingences : à la FCC, le mouvement est ralenti, de 1948 à 1960, par un directeur général dysfonctionnel, dont les limites encouragent les membres du conseil d'administration à s'ingérer dans les affaires courantes. La tendance générale est lourde, néanmoins, si bien qu'après 1940, les hommes d'affaires des conseils d'administration « se contentent de plus en plus d'entériner les décisions prises par des professionnels » (p. 56).

Ces « professionnels » ont aussi une histoire. Le chapitre 3 montre que la bureaucratisation de la charité accompagne l'essor des comptables et des travailleurs sociaux, deux groupes dont le statut professionnel, incertain en 1940, s'est bien affermi en 1970. L'auteure détaille les tâches de ces professionnels et montre comment l'évolution interne des fédérations fa-

vorise leur ascension sociale. Cette portion du livre, soulignons-le, offre un apport original à l'histoire du travail social. Bourbeau y détaille le personnage du « travailleur social administrateur », peu visible dans l'historiographie. Ce gestionnaire de l'assistance est souvent un homme, ce qui contraste avec le travail social de terrain, plutôt affaire de femmes dont la réalité quotidienne est décrite de manière précise et vivante. Le chapitre décrit aussi le rôle clé du Conseil des Œuvres de Montréal dans l'essor du travail social à l'échelle du Québec.

Le chapitre 4 montre comment les deux fédérations catholiques, devenues les reines de la charité privée, affrontent l'étatisation progressive « des longues années 1960 » de 1959 à 1974. Bourbeau insiste sur le rôle joué par des acteurs privés laïcs dans cette histoire, qui ne laisse souvent de place qu'à l'Église et à l'État. En remontant le fil des réflexions lancées par le gouvernement provincial, du comité Boucher (1961-1963) à la commission Castonguay (1966-1972), on comprend que la Révolution tranquille est éprouvante pour les administrateurs des fédérations charitables. Appréhensifs, un temps rassérénés par le rapport Boucher, les barons de la charité vivent la commission Castonguay comme une douche froide, qui laisse présager l'étatisation complète de leurs activités. Finalement, Québec modère ses ambitions et, au final, « plutôt qu'un remplacement total du privé par l'État, on a plutôt procédé à une refonte de l'économie sociale mixte, où l'État a joué un nouveau rôle de chef de file » (p. 141), mais en laissant au secteur communautaire des pans non-négligeables de la misère humaine. On le voit, ce chapitre aborde des questions importantes. Le propos y est toutefois un peu moins net : insistant pour présenter les fédérations comme des joueurs actifs de la grande partie en train de se jouer, l'auteure patine un peu et peine à offrir une conclusion claire.

Rien de tel au chapitre 5, qui décrit de manière saisissante la perte de légitimité des fédérations dans l'opinion publique, mais aussi parmi leurs propres travailleurs sociaux, tant francophones qu'anglophones. Après 1960, les mouvements citoyens, auxquels contribuent plusieurs travailleurs sociaux, militent en faveur de la participation démocratique des plus humbles et contestent la représentativité des élites à la tête des fédérations. La FCC connaît en 1969 un dur affrontement avec ses travailleurs sociaux, qui démissionnent en masse pour contester le paternalisme des administrateurs ; la FOCCF, elle, accepte mal l'autonomie conquise par le Conseil des Œuvres, bastion de la professionnalisation des travailleurs sociaux. En parallèle, des problèmes d'image publique se traduisent dès 1957 par des campagnes de financement décevantes, alors même que les fédérations montréalaises s'étaient longtemps distinguées par leurs succès financiers. En 1967, des dirigeants de la FOCCF attribuent ces revers à la montée d'une « mentalité socialisante dans notre population » (p. 144) ; d'autres notent l'accès plus facile des fédérations anglophones aux dons

d'entreprises, ce qui donne une portée nationale aux projets d'étatisation. Les découpages confessionnels, de toute façon, perdent de leur pertinence: en épilogue, Bourbeau décrit la fusion progressive des fédérations montréalaises (catholiques, juive et protestante) entre 1968 et 1974, un processus qui culmine avec la création de Centraide, que « s'approprièrent » les francophones dans les années qui suivent (p. 176).

Cet ouvrage, bien édité et bourré d'annexes, est à la fois intellectuellement riche et agréable à lire. Sensible à l'expérience, proche des acteurs, Bourbeau aborde sans complexe des phénomènes centraux du XX^e siècle et encore lourds de sens, comme la bureaucratisation de l'action sociale, ses clivages homme/femme ou ses dilemmes politiques et moraux. La chronologie est bien posée: il est clair que la « modernisation » et ses ambiguïtés s'imposent, sous une forme managériale et privée, dès les années 1930-1960, avant de connaître une seconde inflexion durant la Révolution tranquille. Malgré une bibliographie un peu défraîchie (ou grâce à cela?), ces enjeux complexes sont mis à plat avec une grande clarté.

En aparté, il faut aussi admirer la manière dont l'auteure affronte les carences de ses sources: avec débrouillardise, mais aussi avec une transparence qui manque souvent aux livres d'histoire. À plus d'une reprise, Bourbeau narre son propre parcours et ses réflexions devant des archives rares ou rétives, écrivant au « je » et transmuant l'obstacle en une réjouissante pédagogie du travail historien.